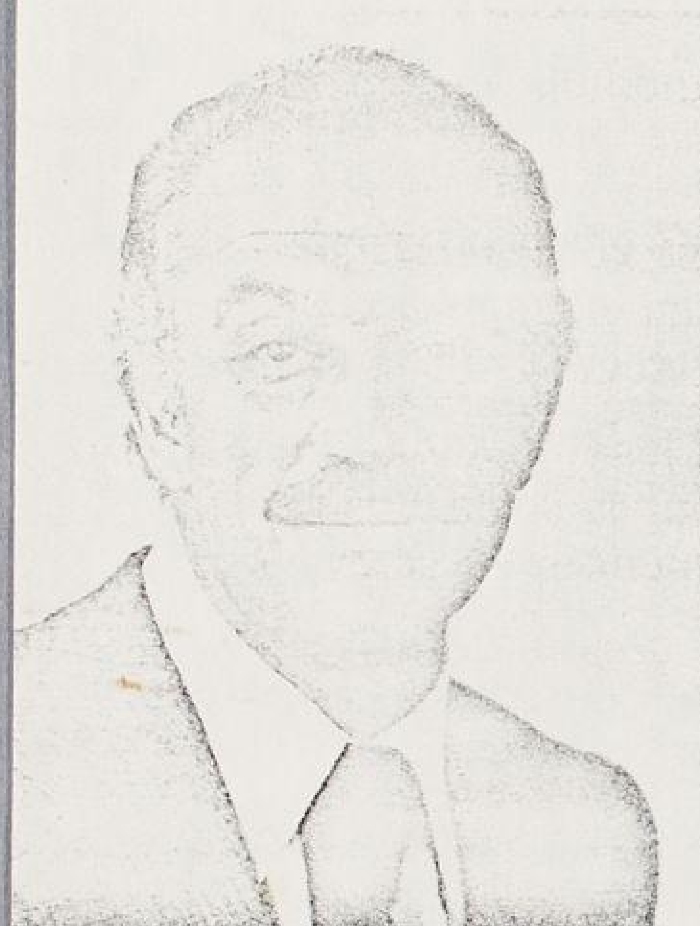
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

Département des Alpes-Maritimes

COMMUNE DE NICE

2me CIRCONSCRIPTION



Candidature

Jacques MEDECIN

Député
Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes
Maire de Nice

Suppléant

Francis GIORDAN

Chevalier de la Légion d'Honneur
1er Adjoint au Maire de Nice
Conseiller Régional
Président Honoraire du Tribunal de Commerce
Industriel



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En 1973, puis en 1978, à une écrasante majorité, vous avez rejeté la Société Collectiviste que vous proposaient les signataires du Programme Commun de la gauche.

Vous savez que les élections législatives des 14 et 21 Juin prochains revêtent pour **votre** avenir, pour l'avenir de la **France**, pour notre **Société de libertés**, une importance historique jamais atteinte dans le passé par quelque scrutin que ce soit.

Les candidats que présente la gauche sont ceux qui en Juin 1972 signèrent le Programme Commun et, nonobstant les vicissitudes de ce pacte, leur ambition demeure bien de gouverner la France avec les communistes aux ordres de Moscou.

Les marxistes s'emploient à dissimuler la politique qu'ils comptent mener si, pour notre malheur, ils parvenaient à enlever la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale.

Mentant par omission, la gauche ne nous dit pas si son action future s'inspirera du Programme Commun, du Projet socialiste, des cent-dix points du Parti Communiste ou de la mystérieuse Plate-forme présidentielle dont nous ne connaissons toujours pas avec netteté la substance.

Ce qui est certain c'est qu'élus grâce à l'appoint des voix du P.C., les députés socialistes seront prisonniers de leurs complices.

La France le sent, la France le sait et **la confiance s'enfuit.** La Bourse s'effondre, les taux d'intérêt s'envolent, le franc est en chute libre, les prix flambent, les affaires stagnent.

Et la gauche n'a fait son entrée qu'à l'Elysée...

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Une Assemblée Nationale dominée par elle ce serait :

– Des promesses électorales impossibles à tenir, d'où mécontentement et **insécurité** dans la rue.

– Des **structures bureaucratiques** renforcées et alourdies, alors que nous étouffons déjà sous leur poids.

– Un programme de "réformes" si coûteuses que nul n'a osé le chiffrer, mais qui conduiraient à un **accroissement écrasant des taxes et impôts.**

– des nationalisations qui aboutiraient à rendre déficitaires des entreprises aujourd'hui saines, d'où nouveau **renforcement du fardeau fiscal.**

– **La fin de la Liberté du choix** en matière d'enseignement.

Pour ne citer que les plus graves des conséquences.

Or c'est le Parlement et le Parlement seul qui peut réformer la bureaucratie, refuser l'accroissement de la charge fiscale, s'opposer au monopole de l'enseignement d'Etat, sauver l'existence des entreprises libres, protéger les institutions.

Si vous maintenez au Palais Bourbon les hommes et les femmes qui ont su lutter, dans la difficile conjoncture d'une crise mondiale, pour la sauvegarde d'une société de libertés, vous n'aurez pas à redouter les conséquences catastrophiques d'un glissement vers la gauche.

Il est déjà urgent d'enrayer le processus de dégradation économique qui s'est annoncé dès le 10 Mai.

M. Mitterrand, le 5 Mai, dans son face à face télévisé avec Valéry Giscard d'Estaing a reconnu que les caisses de l'Etat étaient pleines.

A raison de 20 Milliards (deux mille milliards de centimes) par semaine pour soutenir un franc qui sombre néanmoins, il ne restera plus un centime de nos réserves le 15 Septembre prochain.

Cette fortune de la France qu'on dilapide, les députés de la majorité sortante avaient su la constituer. Au prix souvent de mesures impopulaires certes, mais sans amputer le pouvoir d'achat, en maintenant l'accroissement de la production industrielle, de l'investissement et de la consommation ; en redressant la concurrence extérieure de la France et en améliorant le sort des personnes âgées et des plus défavorisés.

Ceci est le résultat de notre action indiscutablement positive.

Il ne tient qu'à vous que nous puissions continuer à parfaire notre société pour le plus grand bonheur des français et des françaises. Pour la grandeur et le rayonnement de la France.

Jacques MEDECIN

Suppléant : **Francis GIORDAN**

imp. pierotti - nice

Sciences Po / fonds CEVIPOF